

PRÉFET DE L'ARDECHE

Valence, le **24 AVR. 2019**

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne - Rhône-Alpes

Unité inter-départementale  
Drôme Ardèche

Préfecture de l'Ardèche  
Service SIPPAT  
Bureau de la coordination et des enquêtes  
publiques  
Section environnement et enquêtes publiques  
rue Pierre Filliat - BP 721  
07007 PRIVAS Cedex

Affaire suivie par : LIONEL ROUQUET

Tél. : 04 75 82 46 35

Télécopie : 04 75 82 46 49

Courriel : [lionel.rouquet@developpement-durable.gouv.fr](mailto:lionel.rouquet@developpement-durable.gouv.fr)

Réf. : 20180409-RAP-DAEN0318

**Objet :** Installations classées pour la Protection de l'Environnement  
Analyse du dossier de mise en conformité au titre de la directive IED

**Réf. :** Arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005-334-11 du 30-11-2005  
article R. 515-82 du code de l'environnement (installations IED)  
Dossier de réexamen RACISE01280-02

**DEPARTEMENT DE L'ARDECHE  
SOCIETE LAFARGE CEMENTS  
Le Teil**

**Rapport de l'inspecteur de l'environnement**

Adresse de l'établissement :	Usine du Teil – BP5 – RD86 07 407 LE TEIL Cedex
Adresse du siège social de l'établissement :	Société LAFARGE 2, avenue du Général De Gaulle 92140 CLAMART
Activité principale de l'établissement :	Fabrication de ciments
Code GIDIC de l'établissement :	61.2435
Priorité DREAL :	P1

## **1. La société:**

La société LAFARGE CEMENTS dont l'origine remonte à plus de 170 ans, exploite en France 9 cimenteries, l'usine de chaux de Cruas et 5 stations de broyage. Le groupe LAFARGE est le premier fournisseur mondial de ciment et occupe des positions de premier plan dans ses 3 branches : le ciment, le granulats et le béton.

Le groupe LAFARGE compte actuellement 65 000 salariés répartis dans près de 64 pays sur les cinq continents. La société axe aujourd'hui le développement de ses activités sur les marchés à forte croissance, Asie et Moyen-Orient.

Le site du Teil, berceau du groupe LAFARGE, est implanté sur les communes de Viviers et du Teil, dans le département de l'Ardèche (07). La cimenterie, approvisionnée par la carrière à ciel ouvert voisine, a été mise en exploitation en 1833. Chaque année, près de 600 000 de tonnes de ciments sont produites, faisant de cette usine l'une des plus importantes cimenteries françaises.

La cimenterie emploie environ 170 personnes. Elle génère près de 900 emplois induits et indirects.

L'usine LAFARGE CEMENTS du Teil a obtenu les certifications ISO 9001 en 2003, ISO 14001 version 2004 en 2005, certifications renouvelées depuis.

La fusion LAFARGE HOLCIM rend moins visible l'avenir du site.

## **2- Contexte réglementaire**

Le site est soumis au régime d'autorisation (arrêté préfectoral modifié n° 2005-334-11 du 30-11-2005) pour sa rubrique principale 2520 « fabrication de ciments », la capacité de production maximale autorisée étant de 3 100 t/j.

Il est également soumis à la directive IED au titre de la rubrique principale 3310-a « Production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour »

La transposition en droit français de la Directive 2010/75/UE, relative aux émissions industrielles dites « IED » du 24 novembre 2010, a entraîné la modification de la réglementation française, et sa codification dans le Code de l'Environnement avec la création de nouvelles rubriques dites « IED ».

Conformément aux articles R 515-82 du code de l'Environnement, les établissements existants dits « nouveaux entrants IED » doivent remettre un dossier de mise en conformité accompagné le cas échéant du rapport de base.

C'est dans ce cadre réglementaire que la société LAFARGE, pour son usine du Teil, a remis un rapport de base le 31 mars 2014 et un dossier de réexamen pour la période 2004 - 2013.

Le présent rapport a pour objet de vérifier la complétude à l'article R 515-72 du code de l'environnement et de proposer les suites qu'il convient d'y donner.

## Niveaux d'émission requis :

Paramètres principaux	AM 03/05/93 cimenterie	AM 20/09/02 coincinération déchets dangereux	Directive IED Niveau émission MTD	Niveau du site Lafarge
Poussières (four)	50 mg/Nm <sup>3</sup>	30 mg/Nm <sup>3</sup>	10 – 20 mg/Nm <sup>3</sup>	< 20 mg/Nm <sup>3</sup>
NOx	1 200 mg/m <sup>3</sup> (fours à voie sèche avec récupération de la chaleur des gaz de rejet pour sécher le cru)	500 mg/Nm <sup>3</sup>	500 mg/Nm <sup>3</sup> (four long rotatif avec préchauffeur), le niveau initial des NOx après application des techniques primaires étant >1 000 mg/Nm <sup>3</sup> .	< 500 mg/Nm <sup>3</sup>
NH <sub>3</sub>	/	50 mg/Nm <sup>3</sup>	30 – 50 mg/Nm <sup>3</sup>	50 mg/Nm <sup>3</sup>
SOx	500 mg/m <sup>3</sup>	50 mg/Nm <sup>3</sup> <sup>1</sup>	50-400 mg/Nm <sup>3</sup>	200 mg/Nm <sup>3</sup>
COT	/	10 mg/Nm <sup>3</sup> <sup>2</sup>	/	<30 mg/Nm <sup>3</sup>

1. L'arrêté préfectoral d'autorisation peut prévoir une valeur limite différente pour l'ammoniac pour les cimenteries sous réserve que l'exploitant justifie qu'il mette en œuvre les meilleures technologies disponibles et que l'excès d'ammoniac dans ses émissions soit lié à la teneur en ammoniac dans les matières premières (calcaires, argiles, etc.) mises en œuvre. Pour chacun de ces cas particuliers, après justification à l'aide d'une étude technique réalisée par l'exploitant, une valeur spécifique est définie dans l'arrêté d'autorisation. En tout état de cause, cette valeur ne peut dépasser 100 mg/Nm<sup>3</sup>

2. L'arrêté préfectoral d'autorisation peut prévoir une valeur limite différente dans les cas où le COT et le SO<sub>2</sub> ne proviennent pas de l'incinération de déchets.

3. Les fuites d'ammoniac dépendent du niveau initial des émissions de Nox et de l'efficacité de la réduction de ces émissions. Pour les fours Lepol et les fours longs rotatifs, ce niveau peut être encore plus élevé.

### 3. Examen du dossier de mise en conformité

#### 3.1. Eléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation initiale

Aucune modification notable n'a eu lieu sur le site du Teil. On note toutefois les évolutions suivantes :

- 2005 : Remise en service de l'atelier coke de pétrole destiné au four B  
Installation d'un nouvel atelier permettant d'injecter les déchets solides broyés dans le four C ;
- 2006 : Changement du doseur d'injection du coke de pétrole sur le four C ;
- 2008 : Changement du refroidisseur du four C ; Essai d'injection de bois au four B ;
- 2010 : Installation d'un atelier permettant d'injecter des combustibles liquides de plateforme au précalcinateur du four B ;
- 2012 : Mise en conformité des cuves gasoil avec l'élimination des cuves simple paroi enterrées au profit de cuves aériennes double enveloppe ;

La tendance du site est à la diminution de l'utilisation de combustibles sous formes de déchets dangereux au bénéfice de déchets non dangereux voire biomasse.

On notera en outre que, pour des raisons conjoncturelles, la production de clinker, de ciment blanc

et gris a sensiblement diminué entre 2004 et 2013 (près de 40 %).

### 3.2- Conformité aux MTD et niveau d'émission

- MTD organisationnelles et techniques

L'exploitant a établi la liste des MTD applicables à ses installations et procédé à un examen comparatif. Il ressort de cette analyse que globalement, le site du Teil met en œuvre les MTD applicables.

En ce qui concerne les rejets atmosphériques, on retiendra les éléments suivants :

- Poussières

Les poussières issues du process sont réinjectées et les rejets canalisés sont traités par filtre à manche ou électrofiltre. L'arrêté de 2005 prévoyait une VLE de 30 mg/Nm<sup>3</sup>. Actuellement, les rejets sont inférieurs à 10 mg/Nm<sup>3</sup> et donc conformes aux valeurs MTD. L'arrêté d'autorisation devra faire l'objet d'une mise à jour pour être conforme aux NEA-MTD.

- NO<sub>x</sub>

Les évolutions réglementaires ont contraint l'exploitant à diminuer les émissions de NO<sub>x</sub> fixées à 800 mg/Nm<sup>3</sup> en 2008 puis 500 mg/Nm<sup>3</sup> en 2014.

Pour ce faire, en complément des techniques primaires, les deux unités du Teil disposent chacune d'une installation de traitement secondaire des oxydes d'azote par voie non catalytique (SNCR). L'injection d'une solution aqueuse contenant 26 % d'ammoniac permet d'abaisser le niveau d'oxyde d'azote pour atteindre le niveau requis par les MTD de 500 mg/Nm<sup>3</sup>. En contre-partie, l'injection de réactif azoté entraîne une augmentation de ce dernier en sortie de cheminée.

- Ammoniac

Dans sa version consolidée au 06 novembre 2018, l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux fixe une valeur limite d'émission d'ammoniac (NH<sub>3</sub>) à 50 mg/Nm<sup>3</sup> en valeur moyenne journalière. Il est précisé que l'arrêté préfectoral d'autorisation peut prévoir une valeur limite différente pour les cimenteries soumises à la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, sous réserve que l'exploitant justifie qu'il mette en œuvre les meilleures techniques disponibles et qu'il n'y a pas lieu de craindre de risque significatif pour la santé humaine et l'environnement. Dans ce cas, sauf application de l'article R. 515-68 du code de l'environnement, le préfet impose une valeur limite à l'émission qui n'excède pas les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles fixés dans la décision établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium, au titre de la directive 2010/75/ UE, en vigueur. En tout état de cause, cette valeur ne peut dépasser 100 mg/ Nm<sup>3</sup>.

Aussi compte tenu des effets de l'injection d'ammoniac, nécessaire pour abaisser les No<sub>x</sub>, **l'exploitant demande une modification des VLE de son arrêté vers 50 mg/Nm<sup>3</sup> soit au niveau MTD.** Cette demande ne constitue pas une dérogation aux NEA-MTD puisque la valeur maximale prévue est de 50 mg/Nm<sup>3</sup>.

- SO<sub>2</sub>

Les émissions de SO<sub>2</sub> des NEA-MTD se situent entre 50 et 400 mg/Nm<sup>3</sup>. Cette fourchette large est due aux variations de la teneur en soufre des matières premières. Dans le cas de Lafarge, les charges basiques de la matière qui croise les gaz à contre courant permettent d'obtenir des rejets



relativement faibles. La valeur limite est actuellement fixée à 200 mg/Nm<sup>3</sup>.

- CO

Les installations sont conduites de façon à maintenir une valeur minimale de 2,5 % d'oxygène sur le four B et 2 % sur le four C, ce qui permet de maintenir les rejets de CO en deçà de 100 ppm.

Les moyens mis en oeuvre par le site LAFARGE CEMENTS du Teil sont conformes aux prescriptions décrites dans les conclusions sur les MTD « Production de ciment ».

- COT

Les émissions de COT sont notamment liées à la teneur des carbones organiques des matériaux de carrière utilisées. Dans le cas de Lafarge, le four Blanc est limité à 10 mg/Nm<sup>3</sup> et le four gris est limité à 30 mg/Nm<sup>3</sup>. Or les réserves de calcaire destinées au cru blanc, à faible teneur en composé organique, s'amenuisent et conduisent l'industriel à incorporer des calcaires initialement réservés au cru gris. Ce qui génère des dépassements de la VLE de 10 mg/Nm<sup>3</sup>. **L'exploitant demande donc de relever cette VLE à 30 mg/Nm<sup>3</sup>, valeur courante dans la production de ciment blanc.**

Les conclusions MTD précisent : « Afin de maintenir la teneur en COT des effluents gazeux de la cuisson à un faible niveau, la MTD consiste à éviter l'alimentation en matières premières à teneur élevée en composés organiques volatils (COV) dans le four par l'intermédiaire du circuit d'alimentation en matières premières. ». Ce qui est le cas de Lafarge au Teil.

Comme précisé plus haut, l'arrêté préfectoral d'autorisation peut prévoir une valeur limite différente dans les cas où le COT et le SO<sub>2</sub> ne proviennent pas de l'incinération de déchets. Dans le cas d'espèce, les rejets de COT sont dus en grande partie à la matière première.

- HCL

La VLE fixée par l'arrêté préfectoral se situe à 10 mg/Nm<sup>3</sup>. C'est également le niveau retenu dans les MTD. Les rejets du site sont inférieurs à cette valeur.

- Dioxines et furannes

Depuis 2011, le suivi a été renforcé sur ce site avec la mise en place d'une mesure trimestrielle. Les émissions mesurées sont bien inférieures au seuil MTD qui est de 0,1 ng PCDD/F I-TEQ<sup>1</sup>/Nm<sup>3</sup>.

On notera en outre que le seuil sanitaire est fixé à 0,85 pg OMS-TEQ/g de MS (valeur issue du Règlement (UE) n° 277/2012 de la Commission du 28 mars 2012 modifiant les annexes I et II de la directive 2002/32/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les teneurs maximales et les seuils d'intervention relatifs aux dioxines) est dépassé une fois, en 2007 sur la station n°2. Globalement, les valeurs mesurées sont bien inférieures au seuil sanitaire.

- Métaux

Les niveaux d'émission fixés dans l'arrêté préfectoral sont identiques aux niveaux MTD. L'exploitant respecte ces valeurs comprises entre 0,05 et 0,5 mg/Nm<sup>3</sup>.

Le suivi environnemental relatif aux retombées en métaux ne met pas en évidence de retombées atmosphériques métalliques significatives liées à l'activité du site.

1 International Toxic Equivalents

### 3.3- Caractère complet et régulier du dossier

Le dossier est jugé complet et régulier par l'inspection des installations classées, au regard des éléments exigés par l'article R. 515-72 du code de l'environnement.

### 4- Rapport de Base

Le bureau BURGEAP émet, page 42, des recommandations relatives à des sondages du sol et au suivi de la nappe. **L'exploitant précisera ses intentions quant à ces recommandations.**

### 5- Avis de l'inspection des installations classées et propositions de suites à donner

Au vu des éléments précédents, nous proposons à M. le Préfet de l'Ardèche de clôturer ce dossier de réexamen des conditions d'exploitation par un arrêté préfectoral complémentaire intégrant la mise à jour des valeurs limites d'émissions dans l'air.

Au regard des demandes de l'exploitant et de l'examen du dossier IED, l'inspection de l'environnement propose de modifier les valeurs limites suivantes :

- la VLE en NOx sera abaissée à 500 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- la VLE en COT du four blanc sera relevée, à 30 mg/Nm<sup>3</sup>, compte tenu de la teneur en produits organiques présents dans la matière première ;
- la VLE ammoniac sera relevée, à 50 mg/Nm<sup>3</sup> (valeur NEA-MTD), compte tenu du dispositif d'injection de réactif azoté en place pour l'abattement des NOx et la modification de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002.

Une consultation du CODERST n'est pas nécessaire.

L'inspecteur de l'environnement,

  
Lionel ROUQUET

Vu et approuvé,  
Lyon, le **24 AVR. 2019**  
Pour la Directrice et par délégation,

Le Chef de pôle délégué,  
Pôle Risques Chroniques

  
Yves EPRINCHARD



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement  
Unité Interdépartementale Drôme-Ardèche

### **ARRÊTÉ PREFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° portant des prescriptions complémentaires relatives à la directive IED – Société LAFARGEHOLCIM CEMENTS, commune du Teil**

**Le Préfet de l'Ardèche,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** la directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

**VU** la décision d'exécution de la commission du 26 mars 2013 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

**VU** l'arrêté du 20/09/02 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles R.511-9 et R 512-31 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005-334-11 du 30.11.2005 autorisant la société LAFARGEHOLCIM CEMENTS à exploiter ses installations ;

**VU** le dossier de réexamen du 12/05/2014 présenté par la société LAFARGE CEMENTS ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du ;

**CONSIDERANT** que le dossier de réexamen de la société LAFARGEHOLCIM CEMENTS est complet et régulier ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005-334-11 du 30.11.2005 aux dispositions de la directive IED et notamment les valeurs limites d'émission ;

**SUR PROPOSITION DE** Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Ardèche ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup> :** Les dispositions du paragraphe 1.1 de l'annexe 2 relatives aux émissions atmosphériques de l'arrêté n° 2005-334-11 du 30.11.2005 sont supprimées et remplacées par les suivantes :

### **1.1 – Installations de co-incinération**

Le débit volumétrique des gaz résiduels est exprimé en m<sup>3</sup>/h rapporté à des conditions normales de températures (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 10 % d'O<sub>2</sub>.

#### **1.1.1 – Four B**

Le débit de gaz sera limité à 260 000 Nm<sup>3</sup>/h.

Paramètres	Concentration		Flux
	Valeurs limites d'émission	Valeurs limites sur 1/2 heure	Valeurs limites d'émission
Poussières totales	20 mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne journalière)	60 mg/Nm <sup>3</sup>	5,2 kg/h (moyenne journalière)
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10 mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne journalière)	60 mg/Nm <sup>3</sup>	2,6 kg/h (moyenne journalière)
NO <sub>x</sub>	500 mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne journalière)	1 000 mg/Nm <sup>3</sup>	130 kg/h (moyenne journalière)
SO <sub>2</sub>	200 mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne journalière)	800 mg/Nm <sup>3</sup>	52 kg/h (moyenne journalière)
COT	30 mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne journalière)	60 mg/Nm <sup>3</sup>	7,8 kg/h (moyenne journalière)
NH <sub>3</sub>	50 mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne journalière)	300 mg/Nm <sup>3</sup>	13 kg/h (moyenne journalière)
Cd + TI	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>		13 g/h
Hg	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>		13 g/h
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,5 mg/Nm <sup>3</sup>		130 g/h
Dioxines et furannes	0,1 ng/Nm <sup>3</sup>		26 µg/h
Fluorure d'hydrogène	1 mg/Nm <sup>3</sup>		260 g/h

#### **1.1.2 - Four C**

Le débit de gaz sera limité à 230 000 Nm<sup>3</sup>/h.

Paramètres	Concentration		Flux
	Valeurs limites d'émission	Valeurs limites sur 1/2 heure	Valeurs limites d'émission
Poussières totales	20 mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne journalière)	60 mg/Nm <sup>3</sup>	4,6 kg/h (moyenne journalière)
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10 mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne journalière)	60 mg/Nm <sup>3</sup>	2,3 kg/h (moyenne journalière)
NO <sub>x</sub>	500 mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne journalière)	1000 mg/Nm <sup>3</sup>	115 kg/h (moyenne journalière)
SO <sub>2</sub>	200 mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne journalière)	800 mg/Nm <sup>3</sup>	46 kg/h (moyenne journalière)
COT	30 mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne journalière)	60 mg/Nm <sup>3</sup>	6,9 kg/h (moyenne journalière)



NH <sub>3</sub>	50 mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne journalière)	300 mg/Nm <sup>3</sup>	11,5 kg/h (moyenne journalière)
Cd + TI	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>		11,5 g/h
Hg	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>		11,5 g/h
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu+Mn + Ni + V	0,5 mg/Nm <sup>3</sup>		115 g/h
Dioxines et furannes	0,1 ng/Nm <sup>3</sup>		23 µg/h
Fluorure d'hydrogène	1 mg/Nm <sup>3</sup>		230 g/h

Pour les métaux, la méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum.

Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

Les modalités de la surveillance sont conformes aux dispositions de l'arrêté du 20/09/02 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux.

### **Article 2 :**

Les dispositions relatives aux émissions atmosphériques, du point 1.2 de l'annexe 2 de l'arrêté n° 2005-334-11 du 30/11/2005 sont supprimées et remplacées par les suivantes :

Les émissions de poussières provenant des effluents gazeux des processus de refroidissement et de broyage sont inférieures à 20 mg/Nm<sup>3</sup>, en valeur journalière moyenne sur la période d'échantillonnage (mesures ponctuelles pendant une demi-heure au moins). Les débits des installations visées par le présent article sont les suivants :

INSTALLATIONS	FONCTION	DEBIT NOMINAL (Nm <sup>3</sup> /h)
FOUR C	REFROIDISSEUR	158 000
BK0	BROYEUR	18 000
BK0	SEPARATEUR	35 000
BK1	BROYEUR	25 000
BK1	SEPARATEUR	35 000
BK2	BROYEUR	25 000
BK3	BROYEUR	25 000
BK1200	BROYEUR+SEPARATEUR	22 600
BK1500	DEP. BROYEUR+SEPARATEUR	38 000

### **Article 3 : Délais et voie de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente

décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

#### **Article 4 : Publicité :**

Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement, le présent arrêté, sera affiché pour mise à disposition de toute personne intéressée à la mairie du Teil pendant une durée minimale d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de l'Ardèche – Guichet unique des installations classées pour la protection et l'environnement SIPPAT – BCEP.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

#### **Article 5 : Exécution :**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche et Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Auvergne Rhône-Alpes sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au représentant légal de la société LAFARGEHOLCIM CEMENTS et dont copie sera adressée à monsieur le maire du Teil et à monsieur le Chef de l'Unité Interdépartementale Drôme-Ardèche de la DREAL.

A Privas, le

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,